



ARRÊTÉ MUNICIPAL

**ERP 2022 / 152
DU 17 NOVEMBRE 2022**

AUTORISATION DE TRAVAUX ET D'AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR ACCESSIBILITÉ

LYCEE REAUMUR ET LYCEE ROBERT BURON

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (articles R 143-1 à R 143-47),

Titre V - Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu la loi n° 75-534 en date du 30 juin 1975,

Vu la loi n° 2005-102 en date du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu les décrets n° 2006 - 555 en date du 17 mai 2006, n° 2007 - 1327 en date du 11 septembre 2007, n° 2014 - 1326 en date du 5 novembre 2014 et n° 2017 - 431 en date du 28 mars 2017, relatifs à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation modifiant le code de la construction et de l'habitation, et portant sur diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme.

Vu les arrêtés ministériels du 22 mars 2007, du 9 mai 2007, du 11 septembre 2007, du 8 décembre 2014 et du 20 avril 2017, fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-8 et R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public,

Vu notre arrêté n° 50/2021 en date du 12 octobre 2021 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne.

Vu la demande de travaux déposée par Madame Christelle MORANCAIS, pour la mise aux normes accessibilité "PMR" (tranche 2), du lycée REAUMUR et lycée ROBERT BURON situés 39 avenue Chanzy à Laval,

Vu le procès-verbal de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité, en date du 4 octobre 2022,

ARRÊTONS

Article 1er

Nature des travaux

Le projet porte sur une ultime tranche de mise aux normes « accessibilité » des personnes à mobilité réduite des locaux des lycées Réaumur et Buron à Laval avec, avec en particulier à l'extérieur :

- la mise en place d'une borne sonore pour les personnes malentendantes au niveau du système de contrôle d'accès situé au portillon d'entrée ;
- la pose d'une bande de guidage visuelle et tactile pour les personnes non ou mal-voyantes, entre le portillon d'entrée et le local d'accueil ;

et dans chacun des bâtiments scolaires, ateliers, gymnases et réfectoire :

- la mise en valeur des entrées principales pour un meilleur repérage ;
- la mise à niveau de la signalétique extérieure et intérieure et en particulier celle de guidage vers les équipements pour personnes à mobilité réduite (sanitaires PMR, ascenseurs, etc.);
- le remplacement de certaines portes qui pour cet établissement d'une capacité de plus de 100 personnes, doivent avoir une largeur de passage utile minimale de 1,20 m avec une largeur de passage utile du vantail couramment utilisé de plus de 0,77 m ;
- la mise à niveau de l'éclairage des circulations horizontales et verticales ;
- la pose dans les escaliers de tous les éléments pour pouvoir être utilisé en toute sécurité par des personnes en situation de handicap, en particulier pour le repérage des obstacles et l'équilibre ;
- la mise en conformité des ascenseurs par rapport à la norme NF EN 81-70 : 2003 ;
- la mise en conformité des cabinets d'aisance accessibles aux personnes en situation de handicap circulant en fauteuil roulant, et de la hauteur des urinoirs en batterie ;
- la mise en conformité des paillasses dans les classes dédiées à certaines activités ou ateliers, en particulier pour une utilisation en position assise et debout.

L'accueil est équipé d'une boucle d'induction magnétique pour les personnes malentendantes.

Article 2

Le demandeur est autorisé à procéder à la réalisation des travaux présentés dans sa demande. Il est tenu de mettre en place les dispositions contenues dans le dossier présenté et instruit par la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité dans l'établissement :

LYCEE REAUMUR ET LYCEE ROBERT BURON
39 avenue Chanzy à LAVAL.

Article 3

Les **prescriptions d'accessibilité à respecter** pendant toute la durée de l'exploitation de l'établissement, conformément à l'avis de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité, sont celles des dispositions réglementaires de l'arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées.

Article 4

Le demandeur élabore et met à la disposition du public à l'accueil un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret n° 2017-431 du 28 mars 2017

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Habitat-logement-accessibilite-solidarite-et-cohesion-sociale/Accessibilite/Le-Registre-d-accessibilite>

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Madame Christelle MORANCAIS
Présidente du Conseil Régional

1 rue de Nantes
44966 NANTES Cedex 09

Et

Madame Barbara VILLANUEVA
Directrice du Patrimoine Immobilier
du Conseil Régional

1 rue de Nantes
44966 NANTES Cedex 09

Et

Monsieur David BOURCIER
Le chef du pôle Patrimoine de Laval
Conseil Régional

86 rue du Pressoir Salé
53000 LAVAL

Et

Monsieur Jean-Marc BOIGNE
Proviseur du Lycée Réaumur

39 Avenue Chanzy
53000 LAVAL

Article 6

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 7

Monsieur le directeur général des services de la Ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,
Pour le maire et par délégation,
Le conseiller municipal délégué
à la tranquillité publique,

Signé : Georges HOYAUX

Notifié le :

Exécutoire le :